

Interview | leJDD.fr du 12 janvier 2012

Jean-Claude Mailly: «Si Sarkozy veut parler de TVA sociale, je l'envoie bouler!»

Le 18 janvier, les syndicats seront reçus à l'Elysée à l'occasion d'un sommet sur l'emploi. Contacté par leJDD.fr, Jean-Claude Mailly revient sur cette actualité, confie ses attentes et indique qu'il sera attentif à «ne pas se faire instrumentaliser».

Vous avez rencontré François Hollande lundi. Comment s'est passée cette réunion et sur quoi a-t-elle portée?

Cela fait partie des échanges que je qualifie de démocratiques. Il était surtout à l'écoute. En une heure, nous n'avons pas tout traité sur le fond non plus, mais on a abordé les questions d'emploi, de l'avenir du service public, les questions de démocratie sociale, européennes ou encore de fiscalité. François Hollande attendait surtout de voir quelle était notre analyse de la situation économique et sociale et quelles étaient nos propositions. Je l'ai senti attentif à ce qu'on disait. Après, le candidat prendra ses responsabilités.

Le 18 janvier, vous rencontrerez Nicolas Sarkozy lors d'un sommet social. Qu'en attendez-vous?

Compte tenu de la dégradation de la situation économique et sociale, notamment de l'explosion du chômage, je peux comprendre que le président de la République demande aux interlocuteurs sociaux ce qu'il est possible de mettre en place de manière urgente. Je vais venir avec quinze propositions. Des mesures d'urgence à l'image du chômage partiel. Il vaut mieux utiliser un tel dispositif, qui ne règle pas le problème mais qui permet aux salariés, en cas de chute d'activité dans l'entreprise, de conserver leur contrat de travail. Tout le monde est plus ou moins d'accord sur ce point, sauf que si on veut que ce soit efficace, il faut mettre de l'argent sur la table. Pour le moment, je n'ai pas de réponse.

Vous êtes confiant sur l'aboutissement de vos propositions?

Je dépose des revendications dont la plupart, si le gouvernement le décide, peuvent donner satisfaction. Encore faut-il que le gouvernement le décide et qu'il dégage des marges de manœuvre budgétaires. Pour moi, cette réunion ne devrait être consacrée qu'à cela.

Vous ne souhaitez pas parler de TVA sociale par exemple?

S'il veut parler de TVA sociale, je l'envoie bouler! J'ai déjà dit qu'on ne discuterait pas de cela. Idem pour les accords compétitivité-emploi. Je considère que ce n'est plus l'objet d'un sommet mais d'une campagne électorale. Autant on peut comprendre les mesures d'urgence et c'est même nécessaire d'avancer. Mais sur les autres points, nous ne sommes plus dans l'urgence. On ne rentrera pas dans un processus de campagne électorale. Nous sommes prêts à voir comment il est possible de consolider le système de protection sociale, mais pas à trois mois de l'élection. C'est un débat utile mais sur le long terme.

Quelle est votre position sur la TVA sociale?

C'est faux économiquement et dangereux socialement. Dire qu'on va améliorer la compétitivité de l'économie française en diminuant le coût du travail est une erreur économique. Cela ne changera rien et risque même d'avoir des effets pervers. L'accord compétitivité-emploi est aussi inacceptable. C'est, sans le dire, une manière de remettre en cause les 35 heures et je considère également que c'est contradictoire avec le chômage partiel. Nous sommes opposés à introduire plus de flexibilité. C'est le libéralisme économique qui nous conduit dans le mur et pour sortir de la crise on met en œuvre plus de libéralisme économique.

A vos yeux, ce sommet est-il justifié?

Ce n'est pas dans les sommets qu'on règle les problèmes. Tout sommet, quelque soit la période, est avant tout un temps de communication et de scénarisation. Maintenant, je suis aussi pragmatique syndicalement. Si on peut décrocher quelque chose, on le décrochera. Mais on fera bien attention à ne pas se faire instrumentaliser.

François Fillon a d'ores et déjà évoqué des pistes lors de ses vœux.

Quand le président de la République annonce des choses dans ses vœux, il ne nous a pas consultés avant. Ils font des effets d'annonce. Après je ne sais pas s'ils ont tranché sur la TVA, la CSG progressive... Je me souviens très bien quand Jacques Chirac avait lancé, lors de ses vœux en 2006, une réflexion sur la manière d'intégrer la valeur ajoutée dans la cotisation sociale, nous avions été prévenus avant. Là, ça n'a pas été le cas. Je l'ai découvert à la télévision comme tout le monde.

Justement, comment éviter toute récupération politique?

En disant clairement les choses. Je tiens le même discours face aux interlocuteurs quels qu'ils soient, y compris face aux candidats. Nous défendons des propositions, après c'est à eux de prendre leur responsabilité. A l'élection, ce ne sont pas les syndicats qui se prononceront, mais ce sont les gens à titre de citoyen.

Anne-Charlotte Dusseaulx - leJDD.fr

Activité syndicale du 13/01/2012



<http://fovinatier.free.fr/>